

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 25 juin 2009
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : C. Poirier (présidence), M. Mascaro, A. Picotte, G. Thibault-Gosselin, M.-A. Pigeon, S. Maguire, D. Londynski, S. Spak (téléconférence), B. Gauvin (téléconférence), I. Dawson (téléconférence), Carl Lakaski, C. Danik, A. Bangiricenge (en l'absence de D. Martin)

Absences justifiées : L. Whitmore, J. Ouellette et D. Martin

C. Poirier préside la séance et souhaite la bienvenue à deux nouveaux membres du comité exécutif : Geneviève Thibault-Gosselin, représentante des TR et Marc-André Pigeon, représentant des LOP. Il indique également que la réunion sera exceptionnellement enregistrée en l'absence de D. Martin.

1 a) Adoption de l'ordre du jour

Résolution : Il est proposé par A. Picotte, appuyé par M.-A. Pigeon d'adopter l'ordre du jour. **Résolution adoptée.**

1 b) Compte rendu du 12 mai 2009

S. Maguire mentionne qu'il serait important d'indiquer aux procès-verbaux, l'heure du début et fin des points discutés en huit clos pour justifier la longueur des réunions quotidiennes.

Résolution : il est proposé par A. Picotte, appuyé par S. Spak d'adopter le compte rendu du 12 mai 2009. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du 12 mai 2009 huis clos

Ce point est discuté à huis clos.

1 d) Compte rendu du 27 mai 2009 huis clos

Ce point est discuté à huis clos.

1 e) Compte rendu du 27 mai 2009

3 b) Gestion des dossiers : D. Londynski modifie ce point.

Au 3^{ième} paragraphe, remplacer la fin de la première phrase 'qu'autoriserai^{ent} d'autres syndicats' par 'utilisé par l'ACEP'.

3^{ème} phrase remplacer 'technologie' par 'technologies'. Remplacer le dernier mot 'aussi' par 'de même'. Ajouter « L'Association devrait examiner la possibilité de partager les coûts avec d'autres syndicats, dont l'A.C.A.F. »

Résolution : Il est proposé par A. Picotte, appuyé par C. Lakaski d'adopter le procès verbal du 27 mai 2009 tel que modifié. **Résolution adoptée.**

1 f) Réunion d'approbation du budget

C. Poirier suggère que ce point soit l'objet d'une réunion spéciale qui aurait lieu le mercredi 8 juillet 2009 soir avec la participation de l'agente des finances de l'ACEP, Sandra Wensink. D. Londynski rappelle qu'il avait envoyé quelques questions par courriel aux membres du NEC. C. Poirier lui assure que toutes les questions relatives au budget pourraient être soulevées et répondues à ce moment.

La liste des recommandations du comité des finances est aussi distribuée et sera étudiée à réunion du budget.

C. Poirier accepte d'envoyer un courriel aux membres de l'exécutif afin de voir leur disponibilité et ainsi préparer la réunion.

1 g) Colloque du CNM

C. Poirier informe aux membres de l'exécutif qu'ils ont 6 places disponibles pour le colloque du CNM qui aura lieu la semaine du 21 au 25 septembre 2009 à Whitehorse. Il mentionne que 3 des 6 places sont généralement réservées au directeur exécutif, au directeur des relations de travail et à l'agente de recherche de l'ACEP et que les 3 autres seront occupées par le président de l'ACEP et de deux membres volontaires du comité exécutif.

C. Poirier indique que toute personne intéressée à y participer est appelée à lui envoyer un courriel.

C. Danik mentionne aux membres de l'exécutif que le colloque du CNM est une des grandes occasions de connaître ce grand Conseil.

1 h) Les conditions d'exercice de la fonction du président

C. Poirier indique aux membres de l'exécutif qu'il n'est pas rassuré avec les conditions actuelles d'exercice de la fonction qu'il a. Il demande à ce que le CEN se penche et finalise la question le plus rapidement possible.

M. Mascaro indique qu'elle est sur le comité d'examen approfondi de cette question et qu'elle y a travaillé fort ainsi que Lionel Perrin, Vice-président TR qui vient de démissionner du comité le 24 juin 2009. Elle mentionne qu'ils venaient

de dresser un rapport qu'ils ont envoyé à D. Martin pour traduction avant de l'envoyer au reste du comité.

Après longue discussion, le comité exécutif décide de voter sur 2 motions

Résolution: Il est proposé par S. Maguire, appuyé par A. Picotte :

'Attendu qu'en 2008, le Conseil exécutif national a donné aux vice-présidents le mandat de négocier avec le président les conditions d'exercice de la présidence de l'ACEP, il est résolu de demander à la firme S.G.M. d'exprimer un avis à savoir si le fait que les vice-présidents aient travaillé à l'élaboration des conditions d'exercice de la présidence constitue un conflit d'intérêts aux termes des Statuts de l'ACEP, et ce, d'ici le 3 juillet 2009.'

En faveur: S. Spak, B. Gauvin, I. Dawson, C. Poirier, A. Picotte, M.-A. Pigeon, C. Lakaski, G. Thibault-Gosselin, S. Maguire.

Contre: 0

Abstentions: M. Mascaro et D. Londynski.

En faveur = 9, Contre = 0, Abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

Une fois l'opinion juridique reçue, D. Londynski appuyé par C. Lakaski proposent l'adoption de la motion suivante :

'Il est résolu que, si selon l'avis juridique il n'y a pas de conflit d'intérêts, le Conseil exécutif convienne qu'il n'y a pas de conflit d'intérêts.'

En faveur: D. Londynski, C. Lakaski, A. Picotte, C. Poirier, S. Spak, I. Dawson, B. Gauvin.

Contre : 0

Abstentions : M. Mascaro, S. Maguire et G. Thibault-Gosselin.

En faveur = 7, Contre = 0, Abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

Une rencontre du comité exécutif aura lieu aussitôt que l'opinion juridique sera reçue au bureau national pour régler le point.

2 a) Rapport du président

Ce point est reporté.

2 b) Rapport des services professionnels

Ce point est reporté.

3 a) Conseiller juridique interne

C. Danik rapporte aux membres du conseil exécutif que les seuls niveaux d'information sur les coûts reliés au projet de conseiller juridique interne sont le niveau des postes du budget et le niveau des factures. Chaque facture contient plusieurs actions facturées. Sur la période examinée, il y a donc des centaines et des centaines d'éléments d'information à examiner et réorganiser. Il ne sera donc pas possible de présenter l'information telle que demandée par un des administrateurs du CEN

D. Londynski a expliqué qu'il avait plutôt demandé plus d'information sur la note qui expliquait les tâches qui avaient été exclus du travail d'un conseiller interne. Il voulait aussi qu'on lui explique les salaires qui avaient été utilisés pour faire l'analyse des coûts.

C. Danik s'est engagé à fournir cette information à la prochaine rencontre.

G. Thibault-Gosselin et M-A. Pigeon recevront une copie de l'analyse que les autres membres possèdent déjà.

A. Picotte mentionne qu'avec le déficit actuel et le manque d'espace au bureau national, il ne serait pas prioritaire d'embaucher un conseiller juridique pour l'instant.

3 b) Assurance pour les dirigeants du CEN et des sections locales

Ce point est reporté.

3 c) Questions concernant l'ancien président (Huis clos)

Ce point est discuté à huis clos.

4 a) Affichage des ordres du jour et des documents à l'appui

Ce point est reporté.

5 a) Rapport du Comité des Candidatures et des Résolutions 2008

Ce point est reporté.

6 a) Compte rendu du huis clos du 29 avril 2009 (direction exclue)

Ce point est reporté.

7) Levée de la séance

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Lakaski de lever la séance à 23 h 05. **Résolution adoptée à l'unanimité.**